

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2021/200344]

17 DECEMBRE 2020. — Décret modifiant le décret du 28 novembre 2013
relatif à la performance énergétique des bâtiments (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. L'article 1^{er} du décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments est remplacé comme suit : « Article 1^{er}. Le présent décret a, notamment, pour objet de transposer partiellement la directive 2010/31/UE du Parlement européen et du Conseil du 19 mai 2010 sur la performance énergétique des bâtiments et la directive 2018/844/UE du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 modifiant la directive 2010/31/UE du Parlement européen et du Conseil du 19 mai 2010 sur la performance énergétique des bâtiments et la directive 2012/27/UE relative à l'efficacité énergétique.

Il transpose également partiellement la directive 2018/2001 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 relative à la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie produite à partir de sources renouvelables. ».

Art. 2. Dans l'article 2 du même décret, modifié par les décrets des 5 février 2015 et 20 juillet 2016, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 15° est remplacé par ce qui suit :

« 15° système : équipement technique de chauffage des locaux, de refroidissement des locaux, de ventilation, de production d'eau chaude sanitaire, d'éclairage intégré, d'automatisation et de contrôle des bâtiments, de production d'électricité sur site d'un bâtiment ou d'une unité de bâtiment ou combinant plusieurs de ces systèmes, y compris les systèmes utilisant une énergie produite à partir de sources renouvelables; »;

b) il est inséré un 15°/1 rédigé comme suit :

« 15°/1 système d'automatisation et de contrôle : un système comprenant tous les produits, logiciels et services d'ingénierie à même de soutenir le fonctionnement efficace sur le plan énergétique, économique et sûr des systèmes visés au 15°, au moyen de commandes automatiques et facilitant la gestion manuelle de ces systèmes; »;

c) sont insérés les 20°/1 et 20°/2 rédigés comme suit :

« 20°/1 système de chauffage : une combinaison des composantes nécessaires pour assurer une forme de traitement de l'air intérieur, par laquelle la température est augmentée;

20°/2 générateur de chaleur : la partie d'un système de chauffage qui produit de la chaleur utile à l'aide d'un ou plusieurs des processus suivants :

a) combustion de combustibles;

b) effet Joule, dans les éléments de chauffage d'un système de chauffage à résistance électrique;

c) capture de la chaleur de l'air ambiant, de l'air extrait de la ventilation, de l'eau ou d'une source de chaleur souterraine à l'aide d'une pompe à chaleur; »;

d) l'article est complété par un 24° rédigé comme suit :

« 24° point de recharge : point de recharge tel que défini à l'article 2, 27^oter, du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité. »;

e) l'article est complété par un 25° rédigé comme suit :

« 25° infrastructure de raccordement : les conduits pour le passage des câbles électriques permettant de procéder à l'installation de points de recharge pour les véhicules

électriques »;

f) l'article est complété par un 26° rédigé comme suit :

« 26° micro réseau isolé : le micro réseau isolé, tel que défini à l'article 2, point 27, de la directive 2009/72/CE du 13 juillet 2009 du Parlement européen et du Conseil concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et abrogeant la directive 2003/54/CE »;

g) l'article est complété par un 27° rédigé comme suit :

« 27° réseau de chaleur ou de froid efficace : le réseau de chaleur ou de froid utilisant au moins 50 % d'énergie renouvelable, 50 % de chaleur fatale, 75 % de chaleur issue de la cogénération ou 50 % d'une combinaison de ces types d'énergie ou de chaleur. ».

Art. 3. Dans le même décret, il est inséré un titre 2/1, intitulé « Stratégie de rénovation à long terme ».

Art. 4. Dans le titre 2/1 inséré par l'article 3, il est inséré un article 8/1, rédigé comme suit :

« Art. 8/1. § 1^{er}. Le Gouvernement établit une stratégie de rénovation à long terme des bâtiments, pour soutenir la rénovation en vue de la constitution d'un parc immobilier à haute efficacité énergétique et décarboné d'ici à 2050, facilitant ainsi la transformation rentable de bâtiments existants en bâtiments dont la consommation d'énergie est quasi nulle.

La stratégie de rénovation comprend au minimum :

1° un aperçu du parc immobilier fondé, s'il y a lieu, sur un échantillonnage statistique et la proportion escomptée de bâtiments rénovés en 2020;

2° l'inventaire des approches de rénovation rentables qui sont adaptées au type de bâtiment et à la zone climatique, compte tenu des seuils de déclenchement pertinents potentiels, le cas échéant, dans le cycle de vie du bâtiment;

3° des politiques et des actions visant à stimuler des rénovations lourdes de bâtiments rentables, y compris des rénovations lourdes par étapes, et à soutenir des mesures et des rénovations ciblées rentables;

4° un aperçu des politiques et des actions ciblant les segments les moins performants du parc immobilier, les dilemmes de divergence d'intérêts et les défaillances du marché, ainsi qu'une brève présentation des actions nationales pertinentes qui contribuent à atténuer la précarité énergétique;

5° des politiques et des actions visant tous les bâtiments publics;

6° un aperçu des initiatives visant à promouvoir les technologies intelligentes et des bâtiments et communautés bien connectés, ainsi que les compétences et la formation dans les secteurs de la construction et de l'efficacité énergétique;

7° une estimation, fondée sur des éléments tangibles, des économies d'énergie attendues et des bénéfices plus larges escomptés, par exemple dans les domaines de la santé, de la sécurité et de la qualité de l'air.

Le Gouvernement annexe à la stratégie de rénovation à long terme le détail de la mise en œuvre de la stratégie de rénovation à long terme la plus récente, y compris sur les politiques et les actions prévues.

Avant son adoption et au cours de sa mise en œuvre, le Gouvernement soumet la stratégie de rénovation à une consultation publique s'adressant, de manière directe ou indirecte, à l'ensemble des parties prenantes, notamment les autorités locales, les organisations de la société civile, les entreprises du bâtiment et de la construction, les secteurs financiers et de l'investissement et les autres parties prenantes concernées, en ce compris le grand public.

Le Gouvernement définit les modalités d'organisation de la consultation visée à l'alinéa 4.

§ 2. La stratégie de rénovation à long terme intègre une feuille de route comportant des mesures et des indicateurs de progrès mesurables et des jalons indicatifs pour 2030, 2040 et 2050, en précisant la manière dont ces jalons contribuent à la réalisation des objectifs visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}.

§ 3. Afin de soutenir la mobilisation des investissements dans les travaux de rénovation nécessaires à la réalisation des objectifs visés au paragraphe 1^{er}, le Gouvernement facilite l'accès aux mécanismes appropriés visant à permettre :

1° l'agrégation des projets afin de permettre l'accès des investisseurs et d'offrir des solutions globales aux clients potentiels;

2° la réduction du risque lié aux opérations en matière d'efficacité énergétique perçue par les investisseurs et le secteur privé;

3° l'utilisation de fonds publics pour attirer des investissements supplémentaires en provenance du secteur privé ou remédier à certaines défaillances du marché;

4° l'orientation des investissements vers la constitution d'un parc de bâtiments publics efficace sur le plan énergétique;

5° la mise en place d'outils de conseil accessibles et transparents concernant les rénovations pertinentes visant à améliorer l'efficacité énergétique et les instruments financiers disponibles. ».

Art. 5. Dans le même décret, l'intitulé du titre 3 est remplacé par ce qui suit : « Exigences de performance énergétique des bâtiments et d'électromobilité ».

Art. 6. Dans le même décret, au titre 3, l'intitulé du chapitre Ier est remplacé par ce qui suit : « Exigences de performance énergétique ».

Art. 7. Dans l'article 9 du même décret, le 5° est complété par les mots « , en ce compris les générateurs de chaleur ».

Art. 8. L'article 11 du même décret est complété par un paragraphe 4 rédigé comme suit : « § 4. Le Gouvernement précise, au titre des exigences PEB, en cas de construction ou de rénovation importante, des niveaux minimaux d'énergie provenant de sources renouvelables.

Le Gouvernement détermine les exemptions pour déroger à l'alinéa 1^{er}.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, le Gouvernement peut, notamment, tenir compte :

1° de l'autoconsommation d'énergies renouvelables;

2° du stockage local de l'énergie;

3° de l'efficacité énergétique des bâtiments;

4° de réseaux de chaleur et de froid efficaces. ».

Art. 9. A l'article 12, § 1^{er}, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 3 et 4 :

« En cas de construction ou de rénovation importante, les exigences PEB intègrent des niveaux minimaux d'énergie provenant de sources renouvelables, dans la mesure où ces exigences sont techniquement, fonctionnellement et économiquement réalisables et dans la mesure où cela n'a pas d'incidence négative sur la qualité d'air intérieur. »;

2° l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Lors d'une intervention visée à l'alinéa 5, la performance énergétique de la partie modifiée ou, le cas échéant, de l'ensemble du système, est évaluée. Les résultats de cette évaluation sont documentés aux fins de la vérification des exigences et de la délivrance du certificat PEB. ».

Art. 10. Dans le titre 3 du même décret, il est inséré un chapitre II/1 intitulé « Exigences d'électromobilité ».

Art. 11. Dans le chapitre II/1, inséré par l'article 10, il est inséré un article 13/1 rédigé comme suit :

« Art. 13/1. § 1^{er}. Les bâtiments non résidentiels à construire ou faisant l'objet de travaux de rénovation importante, comprenant plus de dix emplacements de stationnement, sont équipés d'au moins un point de recharge, ainsi que de l'infrastructure de raccordement pour un emplacement de stationnement sur cinq au moins afin de permettre de procéder ultérieurement à l'installation de points de recharge pour les véhicules électriques, lorsque :

1° le parc de stationnement est situé à l'intérieur du bâtiment et, dans le cas de rénovations importantes, les travaux de rénovation comprennent le parc de stationnement ou l'infrastructure électrique du bâtiment; ou

2° le parc de stationnement jouxte le bâtiment et, dans le cas de rénovations importantes, les travaux de rénovation comprennent le parc de stationnement ou l'infrastructure électrique du parc de stationnement. Pour considérer qu'un parc de stationnement jouxte le bâtiment, les trois critères suivants sont respectés :

a) il existe une connexion physique ou technique entre le parc de stationnement et le bâtiment;

- b) le parc de stationnement est utilisé exclusivement ou principalement par les occupants du bâtiment;
- c) le parc de stationnement et le bâtiment sont détenus par le même titulaire de droit réel.

§ 2. Le Gouvernement fixe les exigences minimales d'installation de points de recharge applicables à partir du 1^{er} janvier 2025 aux bâtiments non résidentiels disposant de plus de vingt emplacements de stationnement.

§ 3. Le Gouvernement peut préciser les exigences visées aux § 1 et 2. ».

Art. 12. Dans le même chapitre II/1, il est inséré un article 13/2 rédigé comme suit :

« Art. 13/2. Les bâtiments résidentiels à construire ou faisant l'objet de travaux de rénovation importante, comprenant plus de dix emplacements de stationnement, sont équipés de l'infrastructure de raccordement pour chaque emplacement de stationnement afin de permettre de procéder ultérieurement à l'installation de points de recharge pour les véhicules électriques, lorsque :

1° le parc de stationnement est situé à l'intérieur du bâtiment et, dans le cas de rénovations importantes, les travaux de rénovation comprennent le parc de stationnement ou l'infrastructure électrique du bâtiment; ou

2° le parc de stationnement jouxte le bâtiment et, dans le cas de rénovations importantes, les travaux de rénovation comprennent le parc de stationnement ou l'infrastructure électrique du parc de stationnement. Pour considérer qu'un parc de stationnement jouxte le bâtiment, les trois critères suivants sont respectés :

- a) il existe une connexion physique ou technique entre le parc de stationnement et le bâtiment;
- b) le parc de stationnement est utilisé exclusivement ou principalement par les occupants du bâtiment;
- c) le parc de stationnement et le bâtiment sont détenus par le même titulaire de droit réel.

Le Gouvernement peut préciser les exigences visées à l'alinéa 1^{er}. ».

Art. 13. Dans le même chapitre II/1, il est inséré un article 13/3 rédigé comme suit :

« Art. 13/3. § 1^{er}. « Dans les bâtiments comprenant des parties destinées au logement individuel et des parties non résidentielles ou destinées au logement collectif, les exigences de l'article 13/1 s'appliquent lorsque la somme des surfaces des parties non résidentielles ou destinées au logement collectif est supérieure ou égale à la somme des surfaces des parties destinées au logement individuel.

Dans les bâtiments visés à l'alinéa 1^{er}, les exigences de l'article 13/2 s'appliquent lorsque la somme des surfaces des parties destinées au logement individuel est supérieure à la somme des surfaces des parties non résidentielles ou destinées au logement collectif.

Le Gouvernement peut déterminer les modalités d'application des alinéas 1^{er} et 2.

§ 2. Le Gouvernement peut déterminer, parmi les exceptions suivantes, les exceptions aux exigences visées aux articles 13/1 et 13/2, ainsi qu'au § 1^{er} :

1° lorsque l'infrastructure de raccordement nécessaire repose sur des micro réseaux isolés;

2° lorsque les bâtiments sont possédés et occupés par des petites et moyennes entreprises, telles que définies à l'annexe, titre I, de la recommandation 2003/361/CE de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises;

3° lorsque le coût des installations de recharge et de raccordement représente plus de 7 % du coût total de la rénovation importante du bâtiment.

L'exception visée à l'alinéa 1^{er}, 3°, ne peut être appliquée aux exigences fixées en vertu de l'article 13/1, § 2.

Le Gouvernement peut déterminer les modalités d'application des alinéas 1^{er} et 2. ».

Art. 14. Dans le titre 3 du même décret, l'intitulé du chapitre III est remplacé ce qui suit : « Documents procéduraux relatifs aux exigences PEB et d'électromobilité ».

Art. 15. Dans l'article 14 du même décret, l'alinéa 1^{er} est complété par les mots « et d'électromobilité ».

Art. 16. Dans l'article 16, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 1° les mots « et d'électromobilité » sont insérés entre les mots « des exigences PEB » et « et des sanctions applicables »;

b) le 2° est complété par les mots « et d'électromobilité ».

Art. 17. Dans l'article 17, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 1° est complété par les mots « et d'électromobilité »;

b) au 2°, les mots « et d'électromobilité » sont insérés entre les mots « des exigences PEB » et « soient respectées ».

Art. 18. Dans l'article 18, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même décret, le 1° est complété par les mots « et d'électromobilité ».

Art. 19. Dans l'article 19, § 1^{er}, du même décret, l'alinéa 1^{er} est complété par les mots « et d'électromobilité ».

Art. 20. Dans l'article 20, § 2, alinéa 1^{er}, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 1° est complété par les mots « et d'électromobilité »;

b) le 2° est complété par les mots « et d'électromobilité »;

c) au 3°, la première phrase est complétée par les mots « et d'électromobilité »;

d) au 3°, les mots « et d'électromobilité » sont insérés entre les mots « des exigences PEB » et « , il en informe »;

e) au 4°, les mots « et d'électromobilité » sont insérés entre les mots « aux exigences PEB » et « et, après avoir reçu l'aval ».

Art. 21. Dans l'article 22 du même décret, les mots « et d'électromobilité » sont insérés entre « les exigences PEB » et « et contrôle que l'exécution ».

Art. 22. Dans le titre 3 du même décret, l'intitulé du chapitre V est remplacé par ce qui suit :
« Procédures PEB et d'électromobilité ».

Art. 23. Dans l'article 29 du même décret, les mots « et d'électromobilité » sont insérés entre les mots « les exigences PEB » et « soient respectées ».

Art. 24. Dans le même décret, il est inséré un titre 4/1 intitulé « Passeport bâtiment ».

Art. 25. Dans le titre 4/1, inséré par l'article 24, il est inséré un article 39/1 rédigé comme suit :

« Art. 39/1. § 1^{er}. Il est institué pour chaque bâtiment un dossier global intitulé « passeport bâtiment ».

Le passeport bâtiment poursuit les finalités suivantes :

1° centraliser les informations relatives à l'état du bâtiment;

2° informer le titulaire de droit réel sur les travaux et interventions à réaliser en vue d'améliorer l'efficacité énergétique du bâtiment, ou d'en assurer la maintenance;

3° visualiser l'état d'avancement du bâtiment par rapport à ses objectifs dans le cadre de la stratégie de rénovation;

4° documenter et conserver les données relatives aux certifications, attestations, autorisations, travaux, interventions et inspections réalisées ou à réaliser dans le bâtiment;

5° permettre la dématérialisation des échanges entre le Gouvernement, les entreprises et le titulaire de droit réel.

Le Gouvernement met en place un système permettant d'assurer une communication adéquate et sécurisée entre les intervenants.

§ 2. Le passeport bâtiment contient au minimum les données permettant d'identifier le bâtiment, le ou les titulaires de droit réel et les professionnels intervenus dans les travaux et certifications dont il a fait l'objet, ainsi que les informations relatives aux transactions immobilières et aux travaux réalisés ou à réaliser en vue d'atteindre les objectifs de la stratégie de rénovation.

Le Gouvernement détermine les données relatives aux attestations, autorisations, travaux, interventions et inspections relatives au bâtiment contenues dans le passeport bâtiment, ainsi que les outils pouvant y être intégrés en vue d'assurer l'information, la maintenance, le *monitoring* tout au long du cycle de vie du bâtiment.

Le Gouvernement détermine la forme du passeport bâtiment.

Le contenu et la forme du passeport bâtiment peuvent être différenciés en fonction des caractéristiques du bâtiment, son âge ou sa destination.

§ 3. Le passeport bâtiment est accessible à chaque titulaire d'un droit réel sur le bâtiment.

Le Gouvernement définit les modalités d'accès au passeport bâtiment lors de la vente du bâtiment ou de tout autre acte déclaratif, translatif ou constitutif de droit réel.

Le Gouvernement précise les autres personnes ayant accès au passeport bâtiment, les données accessibles et les modalités d'accès.

§ 4. Le responsable du traitement du passeport bâtiment est l'autorité ou les autorités désignées par le Gouvernement pour gérer le passeport bâtiment.

Le Gouvernement détermine les modalités de constitution, de sauvegarde, d'échange et de modification des données du passeport bâtiment, ainsi que les règles relatives à leur conservation.

Il détermine la durée de conservation des données intégrées au passeport bâtiment, en considération de la durée de vie du bâtiment ou de la nature des données.

Il détermine les mesures techniques et organisationnelles mises en place pour garantir la sécurité des données contenues dans le passeport bâtiment.

§ 5. Le Gouvernement peut déterminer les données contenues dans le passeport bâtiment qui peuvent être mises à la disposition de tiers sous une forme anonymisée.

Dans l'hypothèse visée à l'alinéa 1^{er}, il fixe les conditions auxquelles ces données peuvent être utilisées. ».

Art. 26. Dans l'article 59 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 2° est complété par les mots « et d'électromobilité »;

2° un 4° est ajouté, rédigé comme suit :

« 4° le fait de ne pas respecter les obligations fixées en vertu de l'article 39/1. ».

Art. 27. L'article 66 du même décret est complété par un alinéa 2 rédigé comme suit : « Le Gouvernement subordonne les mesures d'aide financière aux économies d'énergie visées ou réalisées, telles qu'elles sont déterminées par l'un ou plusieurs des critères suivants :

a) la performance énergétique de l'équipement ou des matériaux utilisés pour la rénovation; dans ce cas, les équipements ou les matériaux utilisés pour la rénovation sont mis en place par un installateur disposant du niveau approprié de certification ou de qualification;

b) les valeurs standard pour le calcul des économies d'énergie dans les bâtiments;

c) l'amélioration réalisée grâce à cette rénovation et mesurée par une comparaison des certificats de performance énergétique délivrés avant et après la rénovation;

d) les résultats d'un audit énergétique;

e) les résultats de toute autre méthode pertinente, transparente et proportionnée qui démontre que la performance énergétique a été améliorée. ».

Art. 28. L'article 67 du même décret, abrogé par le décret du 20 juillet 2016, est rétabli dans la rédaction suivante :
 « Art. 67. Les articles 13/1 à 13/3, à l'exclusion de l'article 13/1, § 2, s'appliquent uniquement au projet faisant l'objet d'une demande de permis d'urbanisme, unique ou intégré dont le récépissé est postérieur au 10 mars 2021. ».
 Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.
 Donnés à Namur, le 17 décembre 2020.

Le Ministre-Président,
 E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Economie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,
 du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture,
 de l'IFAPME et des Centres de compétences,
 W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Energie et de la Mobilité,
 Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale,
 de l'Egalité des chances et des Droits des femmes,
 Ch. MORREALE

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,
 J.-L. CRUCKÉ

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
 Ch. COLLIGNON

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la simplification administrative,
 en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
 V. DE BUE

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
 C. TELLIER

(1) Session 2020-2021.

Documents du Parlement wallon, 333 (2020-2021) N^{os} 1 à 5.

Compte rendu intégral, séance plénière du 16 décembre 2020.

Discussion.

Vote.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2021/200344]

17 DEZEMBER 2020 — Dekret zur Abänderung des Dekrets vom 28. November 2013 über die Energieeffizienz von Gebäuden (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und Wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - Artikel 1 des Dekrets vom 28. November 2013 über die Energieeffizienz von Gebäuden wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

„Artikel 1 - Das vorliegende Dekret hat insbesondere die teilweise Umsetzung der Richtlinie 2010/31/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 19. Mai 2010 über die Gesamtenergieeffizienz von Gebäuden sowie der Richtlinie (EU) 2018/844/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 30. Mai 2018 zur Änderung der Richtlinie 2010/31/EU über die Gesamtenergieeffizienz von Gebäuden und der Richtlinie 2012/27/EU über Energieeffizienz zum Zweck.

Durch dieses Dekret wird ebenfalls die Richtlinie (EU) 2018/2001 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 11. Dezember 2018 zur Förderung der Nutzung von Energie aus erneuerbaren Quellen teilweise umgesetzt.“.

Art. 2 - Artikel 2 desselben Dekrets, abgeändert durch die Dekrete vom 5. Februar 2015 und 20. Juli 2016 wird wie folgt abgeändert:

a) die Ziffer 15 wird durch das Folgende ersetzt:

„15° System: die technische Ausrüstung eines Gebäudes oder Gebäudeteils für Raumheizung, Raumkühlung, Lüftung, Warmwasserbereitung für den häuslichen Gebrauch, eingebaute Beleuchtung, Gebäudeautomatisierung und -steuerung, Elektrizitätserzeugung am Gebäudestandort oder für eine Kombination derselben, einschließlich Systemen, die Energie aus erneuerbaren Quellen nutzen;“;

b) es wird eine Ziffer 15/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„15°/1 System für die Gebäudeautomatisierung und -steuerung: ein System, das sämtliche Produkte, Software und Engineering-Leistungen umfasst, mit denen ein energieeffizienter, wirtschaftlicher und sicherer Betrieb der unter Ziffer 15 genannten Systeme durch automatische Steuerungen sowie durch die Erleichterung des manuellen Managements dieser gebäudetechnischen Systeme unterstützt werden kann;“;

c) die Ziffern 20/1 und 20/2 mit folgendem Wortlaut werden eingefügt:

„20°/1 Heizsystem: eine Kombination der Bauteile, die für eine Form der Raumluftbehandlung erforderlich sind, durch welche die Temperatur erhöht wird;

20°/2 Wärmeeerzeuger: der Teil einer Heizungsanlage, der mithilfe eines oder mehrerer der folgenden Verfahren Nutzwärme erzeugt:

- a) Verbrennung von Brennstoffen;
- b) Joule-Effekt in den Heizelementen einer elektrischen Widerstandsheizung;
- c) Wärmegewinnung aus der Umgebungsluft, aus Abluft, oder aus einer Wasser- oder Erdwärmequelle mithilfe einer Wärmepumpe“;

d) der Artikel wird um eine Ziffer 24 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“24° Ladepunkt: Ladepunkt gemäß der Definition in Artikel 2 Ziffer 27^{ter} des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts.“;

e) der Artikel wird um eine Ziffer 25 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“25° Anschlussinfrastruktur: Kanäle für die Durchführung von Elektrokabeln zwecks der Installation von Ladepunkten für Elektrofahrzeuge“;

f) der Artikel wird um eine Ziffer 26 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“26° isoliertes Kleinstnetz: das isolierte Kleinstnetz im Sinne der Richtlinie 2009/72/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 13. Juli 2009 über gemeinsame Vorschriften für den Elektrizitätsbinnenmarkt und zur Aufhebung der Richtlinie 2003/54/EG“;

g) der Artikel wird um eine Ziffer 27 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“27° wirksames Wärme- oder Kältenetz: das Wärme- oder Kältenetz, das mindestens 50 % erneuerbare Energie, 50 % Abwärme, 75 % Wärme aus der Kraft-Wärme-Kopplung oder 50 % einer Kombination dieser Energie- oder Wärmetyten benutzt. ”.

Art. 3 - In dasselbe Dekret wird ein Titel 2/1 mit der Überschrift “Langfristige Renovierungsstrategie” eingefügt.

Art. 4 - In den durch Artikel 3 eingefügten Titel 2/1 wird ein Artikel 8/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 8/1 - § 1. Die Regierung legt eine langfristige Gebäuderenovierungsstrategie fest, um die Renovierung im Hinblick auf die Bildung eines energieeffizienten und dekarbonisierten Gebäudebestands bis 2050 zu unterstützen und die kosteneffiziente Umwandlung bestehender Gebäude in Niedrigstenergiegebäude zu erleichtern.

Die Renovierungsstrategie umfasst mindestens:

1° eine Übersicht über den Gebäudebestand, die ggf. auf statistischen Stichproben und dem erwarteten Anteil an renovierten Gebäuden im Jahr 2020 basiert;

2° eine Bestandsaufnahme kosteneffizienter Renovierungsansätze, die für den jeweiligen Gebäudetyp und die Klimazone geeignet sind, gegebenenfalls unter Berücksichtigung möglicher relevanter Auslöseschwellen im Lebenszyklus des Gebäudes;

3° Strategien und Maßnahmen zur Förderung größerer kosteneffizienter Gebäuderenovierungen, einschließlich schrittweiser größerer Renovierungen, und zur Unterstützung gezielter kosteneffizienter Maßnahmen und Renovierungen;

4° einen Überblick über die Strategien und Maßnahmen, die auf die am wenigsten effizienten Segmente des Wohnungsbestands, die Dilemmas in Bezug auf die unterschiedlichen Interessen und die Schwachstellen des Marktes abzielen, sowie eine kurze Darstellung relevanter nationaler Maßnahmen, die zur Linderung der Energiearmut beitragen;

5° Strategien und Maßnahmen für alle öffentlichen Gebäude;

6° einen Überblick über die Initiativen zur Förderung von intelligenten Technologien und gut vernetzten Gebäuden und Gemeinschaften sowie von Kompetenzen und Schulungen in den Bereichen Bauwesen und Energieeffizienz;

7° eine auf zuverlässigen Informationen basierende Schätzung der erwarteten Energieeinsparungen und weitergehenden Vorteile, z. B. in den Bereichen Gesundheit, Sicherheit und Luftqualität.

Der langfristigen Renovierungsstrategie fügt die Regierung die Details zur Umsetzung der aktuellsten langfristigen Renovierungsstrategie einschließlich der vorgesehenen Verfahren und Maßnahmen bei.

Vor ihrer Verabschiedung und während ihrer Umsetzung unterzieht die Regierung die Renovierungsstrategie einer öffentlichen Konsultation, die sich direkt oder indirekt an alle beteiligten Parteien richtet, insbesondere die lokalen Behörden, Organisationen der Zivilgesellschaft, Unternehmen der Bauindustrie, den Finanz- und Investitionssektor und andere relevante Beteiligte, einschließlich der breiten Öffentlichkeit.

Die Regierung bestimmt die Modalitäten für die Organisation der in Absatz 4 genannten Konsultation.

§ 2. Die langfristige Renovierungsstrategie enthält einen Fahrplan mit Maßnahmen und messbaren Fortschrittsindikatoren und indikativen Meilensteinen für 2030, 2040 und 2050, wobei anzugeben ist, wie diese Meilensteine zur Erreichung der in Paragraf 1 Absatz 1 genannten Ziele beitragen.

§ 3. Um die Mobilisierung von Investitionen in die Renovierungsarbeiten zu unterstützen, die zur Erreichung der in Absatz 1 genannten Ziele erforderlich sind, erleichtert die Regierung den Zugang zu geeigneten Mechanismen, die Folgendes ermöglichen:

1° Zusammenführung von Projekten, um den Zugang zu Investoren zu ermöglichen und potenziellen Kunden globale Lösungen anbieten zu können;

2° Verringerung des seitens der Investoren und des privaten Sektors wahrgenommenen Risikos von Energieeffizienzmaßnahmen;

3° Verwendung öffentlicher Mittel, um zusätzliche Investitionen aus dem privaten Sektor anzuziehen oder um bestimmte Schwachstellen des Markts zu beheben;

4° Lenkung der Investitionen in einen energieeffizienten öffentlichen Gebäudebestand;

5° Einsetzung von zugänglichen und transparenten Beratungsinstrumenten in Bezug auf die relevanten energetischen Renovierungen und verfügbaren Finanzierungsinstrumente. ”.

Art. 5 - In demselben Dekret wird die Überschrift von Titel 3 durch folgende Überschrift ersetzt: “Anforderungen an die Energieeffizienz von Gebäuden und an die Elektromobilität”.

Art. 6 - In Titel 3 desselben Dekrets wird die Überschrift von Kapitel I durch folgende Überschrift ersetzt: "Anforderungen an die Energieeffizienz".

Art. 7 - In Artikel 9 Ziffer 5 desselben Dekrets werden die Wörter "oder der Modernisierung von Systemen" durch die Wörter "oder der Modernisierung von Systemen, einschließlich der Wärmeerzeuger," ergänzt.

Art. 8 - Artikel 11 desselben Dekrets wird um einen Paragraphen 4 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"§ 4. Für neue Gebäude und größere Renovierungen legt die Regierung im Rahmen der PEB-Anforderungen einen Mindestanteil an Energie aus erneuerbaren Quellen fest.

Die Regierung bestimmt die Ausnahmen zur Abweichung von Absatz 1.

Zwecks der Umsetzung von Absatz 1 kann die Regierung insbesondere die folgenden Faktoren berücksichtigen:

- 1° Selbstverbrauch von erneuerbarer Energie;
- 2° lokale Energiespeicherung;
- 3° Energieeffizienz der Gebäude;
- 4° wirksame Wärme- und Kältenetze."

Art. 9 - In Artikel 12 § 1 desselben Dekrets werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° zwischen die Absätze 3 und 4 wird ein Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Bei neuen Gebäuden oder größeren Renovierungen umfassen die PEB-Anforderungen einen Mindestanteil an Energie aus erneuerbaren Quellen, insoweit diese Anforderungen technisch, funktionell und wirtschaftlich realisierbar sind und soweit sie die Innenraumluftqualität nicht beeinträchtigen.";

2° der Artikel wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Im Falle einer Maßnahme im Sinne von Artikel 5 wird die Energieeffizienz des abgeänderten Teils oder gegebenenfalls des gesamten Systems bewertet. Die Ergebnisse dieser Bewertung werden zwecks der Überprüfung der Anforderungen und der Ausstellung des "PEB"-Ausweises dokumentiert."

Art. 10 - In Titel 3 desselben Dekrets wird ein Kapitel II/1 mit der Überschrift "Anforderungen an die Elektromobilität" eingefügt.

Art. 11 - In das durch Artikel 10 eingefügte Kapitel II/1 wird ein Artikel 13/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt: "Art. 13/1 - § 1. Nichtwohngebäude, die zu bauen sind, oder Gegenstand einer größeren Renovierung sind, und die mehr als zehn Stellplätze umfassen, müssen mit mindestens einem Ladepunkt ausgestattet werden, sowie mit der Anschlussinfrastruktur für mindestens jeden fünften Stellplatz, um die nachträgliche Installation von Ladepunkten für Elektrofahrzeuge zu ermöglichen, wenn:

1° sich die Parkfläche innerhalb des Gebäudes befindet, und - im Falle einer größeren Renovierung - die Renovierungsarbeiten die Parkfläche oder die elektrische Infrastruktur des Gebäudes umfassen, oder

2° sich die Parkfläche neben dem Gebäude befindet, und - im Falle einer größeren Renovierung - die Renovierungsarbeiten die Parkfläche oder die elektrische Infrastruktur der Parkfläche umfassen. Es gilt, dass eine Parkfläche sich neben dem Gebäude befindet, wenn die folgenden drei Kriterien erfüllt sind:

- a) es gibt eine physische oder technische Verbindung zwischen der Parkfläche und dem Gebäude;
- b) die Parkfläche wird ausschließlich oder hauptsächlich von den Benutzern des Gebäudes benutzt;
- c) die Parkfläche und das Gebäude gehören demselben Inhaber dinglicher Rechte.

§ 2. Der Regierung bestimmt die Mindestanforderungen in Bezug auf die Einrichtung der Ladepunkte, die ab dem 1. Januar 2025 für Nichtwohngebäude gelten, die über mehr als zwanzig Stellplätze verfügen.

§ 3. Die Regierung kann die in §§ 1 und 2 genannten Anforderungen näher bestimmen."

Art. 12 - In dasselbe Kapitel II/1 wird ein Artikel 13/2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 13/2 - Wohngebäude, die zu bauen sind, oder Gegenstand einer größeren Renovierung sind, und die mehr als zehn Stellplätze umfassen, müssen mit der Anschlussinfrastruktur für jeden Stellplatz ausgestattet werden, um die nachträgliche Installation von Ladepunkten für Elektrofahrzeuge zu ermöglichen, wenn:

1° sich die Parkfläche innerhalb des Gebäudes befindet, und - im Falle einer größeren Renovierung - die Renovierungsarbeiten die Parkfläche oder die elektrische Infrastruktur des Gebäudes umfassen, oder

2° sich die Parkfläche neben dem Gebäude befindet, und - im Falle einer größeren Renovierung - die Renovierungsarbeiten die Parkfläche oder die elektrische Infrastruktur der Parkfläche umfassen. Es gilt, dass eine Parkfläche sich neben dem Gebäude befindet, wenn die folgenden drei Kriterien erfüllt sind:

- a) es gibt eine physische oder technische Verbindung zwischen der Parkfläche und dem Gebäude;
- b) die Parkfläche wird ausschließlich oder hauptsächlich von den Bewohnern des Gebäudes benutzt;
- c) die Parkfläche und das Gebäude gehören demselben Inhaber dinglicher Rechte.

Die Regierung kann die in Absatz 1 genannten Anforderungen näher bestimmen."

Art. 13 - In dasselbe Kapitel II/1 wird ein Artikel 13/3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 13/3 - § 1. In Gebäuden, die zugleich aus Teilen, die für den individuellen Wohnbetrieb bestimmt sind, und aus Teilen, die keine Wohnung sind oder für den gemeinschaftlichen Wohnbetrieb bestimmt sind, bestehen, gelten die Anforderungen des Artikels 13/1, wenn die Summe der Flächen der Teile, die keine Wohnung sind oder die für den gemeinschaftlichen Wohnbetrieb bestimmt sind, größer oder gleich der Summe der Flächen der für den individuellen Wohnbetrieb bestimmten Teile ist.

In den in Absatz 1 genannten Gebäuden gelten die Anforderungen des Artikels 13/2, wenn die Summe der Flächen der Teile, die für den individuellen Wohnbetrieb bestimmt sind, größer ist als die Summe der Flächen der Teile, die keine Wohnung sind, oder die für den gemeinschaftlichen Wohnbetrieb bestimmt sind.

Die Regierung kann die Modalitäten für die Anwendung der Absätze 1 und 2 festlegen.

§ 2. Unter den nachstehenden Ausnahmen kann die Regierung die Ausnahmen von den in Artikel 13/1 und 13/2 sowie § 1 genannten Anforderungen bestimmen:

1° wenn die erforderliche Anschlussinfrastruktur auf isolierten Kleinstnetzen beruht;

2° wenn die Gebäude kleinen oder mittleren Unternehmen im Sinne von Titel I des Anhangs der Empfehlung 2003/361/EG der Kommission vom 6. Mai 2003 betreffend die Definition der Kleinstunternehmen sowie der kleinen und mittleren Unternehmen gehören, oder zur Unterbringung solcher Unternehmen dienen;

3° wenn die Kosten für die Wiederauflade- und Anschlussanlagen mehr als 7 % der Gesamtkosten der größeren Renovierung des Gebäudes darstellen.

Die Ausnahme nach Absatz 1 Ziffer 3 kann nicht für die Anforderungen kraft Artikel 13/1 § 2 gelten.

Die Regierung kann die Modalitäten für die Anwendung der Absätze 1 und 2 festlegen.“.

Art. 14 - In Titel 3 desselben Dekrets wird die Überschrift von Kapitel III durch folgende Überschrift ersetzt: "Verfahrensdokumentation in Bezug auf die PEB-Anforderungen und die Elektromobilität".

Art. 15 - In Artikel 14 Absatz 1 desselben Dekrets werden die Wörter "und der Elektromobilität" zwischen die Wörter "bezüglich der PEB-Anforderungen" und "erfasst ist" eingefügt.

Art. 16 - In Artikel 16 § 1 Absatz 1 desselben Dekrets werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) unter Ziffer 1 werden die Wörter "die PEB-Anforderungen" durch die Wörter "die PEB-Anforderungen und die Anforderungen in Sachen Elektromobilität" ersetzt;

b) unter Ziffer 2 werden die Wörter "PEB-Anforderungen" durch die Wörter "PEB-Anforderungen und Anforderungen in Sachen Elektromobilität" ersetzt.

Art. 17 - In Artikel 17 § 1 Absatz 1 desselben Dekrets werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) unter Ziffer 1 werden die Wörter "PEB-Anforderungen" durch die Wörter "PEB-Anforderungen und Anforderungen in Sachen Elektromobilität" ersetzt.

b) unter Ziffer 2 werden die Wörter "PEB-Anforderungen" durch die Wörter "PEB-Anforderungen und Anforderungen in Sachen Elektromobilität" ersetzt;

Art. 18 - In Artikel 18 § 1 Absatz 1 Ziffer 1 desselben Dekrets werden die Wörter "PEB-Anforderungen" durch die Wörter "PEB-Anforderungen und Anforderungen in Sachen Elektromobilität" ersetzt.

Art. 19 - In Artikel 19 § 1 Absatz 1 desselben Dekrets werden die Wörter "PEB-Anforderungen" durch die Wörter "PEB-Anforderungen und Anforderungen in Sachen Elektromobilität" ersetzt.

Art. 20 - In Artikel 20 § 2 Absatz 1 desselben Dekrets werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) unter Ziffer 1 werden die Wörter "PEB-Anforderungen" durch die Wörter "PEB-Anforderungen und Anforderungen in Sachen Elektromobilität" ersetzt;

b) unter Ziffer 2 werden die Wörter "PEB-Anforderungen" durch die Wörter "PEB-Anforderungen und Anforderungen in Sachen Elektromobilität" ersetzt;

c) unter Ziffer 3 erster Satz werden die Wörter "PEB-Anforderungen" durch die Wörter "PEB-Anforderungen und Anforderungen in Sachen Elektromobilität" ersetzt;

d) unter Ziffer 3 zweiter Satz werden die Wörter "PEB-Anforderungen" durch die Wörter "PEB-Anforderungen und die Anforderungen in Sachen Elektromobilität" ersetzt;

e) unter Ziffer 4 werden die Wörter "PEB-Anforderungen" durch die Wörter "PEB-Anforderungen und die Anforderungen in Sachen Elektromobilität" ersetzt.

Art. 21 - In Artikel 22 desselben Dekrets werden die Wörter "PEB-Anforderungen" durch die Wörter "PEB-Anforderungen und Anforderungen in Sachen Elektromobilität" ersetzt.

Art. 22 - In Titel 3 desselben Dekrets wird die Überschrift von Kapitel V durch folgende Überschrift ersetzt: "Verfahren in Sachen PEB und Elektromobilität".

Art. 23 - In Artikel 29 desselben Dekrets werden die Wörter "PEB-Anforderungen" durch die Wörter "PEB-Anforderungen und Anforderungen in Sachen Elektromobilität" ersetzt.

Art. 24 - In dasselbe Dekret wird ein Titel 4/1 mit der Überschrift "Gebäudepass" eingefügt.

Art. 25 - In den durch Artikel 24 eingefügten Titel 4/1 wird ein Artikel 39/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 39/1 - § 1. Für jedes Gebäude wird eine globale Akte, "Gebäudepass" genannt, eingerichtet.

Der Gebäudepass dient zu folgenden Zwecken:

1° Zentralisierung der Informationen in Bezug auf den Zustand des Gebäudes;

2° Information des Inhabers dinglicher Rechte über die Arbeiten und Eingriffe, die zwecks der Verbesserung der Energieeffizienz oder der Instandhaltung des Gebäudes durchzuführen sind;

3° Visualisierung des Fortschritts des Gebäudes in Bezug auf seine Ziele innerhalb der Renovierungsstrategie;

4° Dokumentierung und Speicherung der Daten in Bezug auf die Zertifizierungen, Zeugnisse, Genehmigungen, Arbeiten, Eingriffe und Kontrollen, die im Gebäude durchgeführt wurden bzw. durchzuführen sind;

5° Dematerialisierung des Austauschs zwischen Regierung, Unternehmen und Inhaber dinglicher Rechte.

Die Regierung richtet ein System ein, das eine angemessene und sichere Kommunikation zwischen den Beteiligten gewährleistet.

§ 2. Der Gebäudepass enthält mindestens die Daten, die es ermöglichen, das Gebäude, den/die Inhaber von dinglichen Rechten und die Fachleute, die an den Arbeiten und Zertifizierungen, denen es unterzogen wurde, beteiligt waren, zu identifizieren, sowie Informationen über die Immobiliengeschäfte, die getätigt wurden bzw. zu tätigen sind, und die Arbeiten, die durchgeführt wurden bzw. durchzuführen sind, um die Ziele der Renovierungsstrategie zu erreichen.

Die Regierung bestimmt die Daten in Bezug auf die Zeugnisse, Genehmigungen, Arbeiten, Eingriffe und Kontrollen betreffend das Gebäude, die im Gebäudepass enthalten sind, sowie die Instrumente, die darin eingearbeitet werden können, um die Information, die Instandhaltung, die Überwachung während des gesamten Lebenszyklus des Gebäudes zu gewährleisten.

Die Regierung bestimmt die Form des Gebäudepasses.

Inhalt und Form des Gebäudepasses können je nach der Beschaffenheit des Gebäudes, seinem Alter oder seinem Zweck differenziert werden.

§ 3. Der Gebäudepass ist jedem Inhaber eines dinglichen Rechts an dem Gebäude zugänglich.

Die Regierung bestimmt die Modalitäten für den Zugang zum Gebäudepass bei dem Verkauf des Gebäudes oder im Rahmen jeder Urkunde zur Bestimmung, Übertragung oder Bestellung eines dinglichen Rechts.

Die Regierung bestimmt, welche anderen Personen zum Gebäudepass Zugang haben, die zugänglichen Daten und die Modalitäten für den Zugang.

§ 4. Die für die Verarbeitung des Gebäudepasses verantwortliche Person ist (sind) die Behörde(n), die von der Regierung für die Verwaltung des Gebäudepasses bestimmt wird (werden).

Die Regierung bestimmt die Modalitäten für die Erstellung, die Speicherung, den Austausch und die Änderung der Daten des Gebäudepasses sowie die Regeln für ihre Aufbewahrung.

Sie bestimmt die Dauer für die Aufbewahrung der Daten, die im Gebäudepass enthalten sind, unter Berücksichtigung der Lebensdauer des Gebäudes oder der Art der Daten.

Sie legt die technischen und organisatorischen Maßnahmen fest, die zur Gewährleistung der Sicherheit der im Gebäudepass enthaltenen Daten getroffen werden.

§ 5. Die Regierung kann bestimmen, welche im Gebäudepass enthaltenen Daten Dritten in anonymisierter Form zur Verfügung gestellt werden können.

Im in Absatz 1 genannten Fall legt sie die Bedingungen fest, unter denen diese Daten verwendet werden können.“.

Art. 26 - In Artikel 59 desselben Dekrets werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° unter Ziffer 2 werden die Wörter "PEB-Anforderungen oder -Verfahren" durch die Wörter "PEB-Anforderungen und Anforderungen in Sachen Elektromobilität oder der entsprechenden Verfahren" ersetzt;

2° eine Ziffer 4 mit folgendem Wortlaut wird hinzugefügt:

"4° die Nichteinhaltung der kraft Artikel 39/1 auferlegten Verpflichtungen.“.

Art. 27 - Artikel 66 desselben Dekrets wird um einem zweiten Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt: "Die Regierung macht die finanziellen Unterstützungsmaßnahmen von den angestrebten oder erreichten Energieeinsparungen abhängig, die durch eines oder mehrere der folgenden Kriterien bestimmt werden:

a) die Energieeffizienz der für die Renovierung verwendeten Ausrüstungen oder Materialien; in diesem Fall müssen die für die Renovierung verwendeten Ausrüstungen oder Materialien von einem Installateur mit dem geeigneten Zertifizierungs- oder Qualifikationsniveau installiert werden;

b) die Standardwerte für die Berechnung der Energieeinsparungen in den Gebäuden;

c) die dank dieser Renovierung erreichte Verbesserung, die anhand eines Vergleichs der vor und nach der Renovierung erstellten Ausweise über die Energieeffizienz gemessen wird;

d) die Ergebnisse eines Energieaudits;

e) die Ergebnisse jeder anderen relevanten, transparenten und verhältnismäßigen Methode, die nachweist, dass die Gesamtenergieeffizienz verbessert wurde.“.

Art. 28 - Artikel 67 desselben Dekrets, aufgehoben durch das Dekret vom 20. Juli 2016, wird in der folgenden Fassung wieder eingeführt: "Art. 67 - Die Artikel 13/1 bis 13/3 mit Ausnahme von Artikel 13/1 § 2 gelten nur für das Projekt, das Gegenstand eines Antrags auf Städtebaugenehmigung, Globalgenehmigung oder integrierte Genehmigung ist, dessen Empfangsbestätigung später als der 10. März 2021 ausgestellt worden ist.“.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 17. Dezember 2020

Der Ministerpräsident
E. DI RÜPO

Der Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation,
digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren
W. BORSUS

Der Vizepräsident und Minister für Klima, Energie und Mobilität
Ph. HENRY

Der Vizepräsidentin und Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit,
soziale Maßnahmen, Chancengleichheit und Rechte der Frauen
Ch. MORREALE

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Flughäfen und Sportinfrastrukturen
J.-L. CRÜCKE

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte
Ch. COLLIGNON

Die Ministerin für den öffentlichen, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung,
beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit
V. DE BUE

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Fortwesen, Ländliche Angelegenheiten und Tierschutz
C. TELLIER

(1) Sitzung 2020-2021.

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 333 (2020-2021) Nr. 1 bis 5.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzungen vom 16. Dezember 2020

Diskussion

Abstimmung

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2021/200344]

17 DECEMBER 2020. — Decreet tot wijziging van het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestatie van gebouwen (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

Artikel 1. Artikel 1 van het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestatie van gebouwen, wordt vervangen als volgt: "Artikel 1. Dit decreet beoogt o.a. de gedeeltelijke omzetting van Richtlijn 2010/31/EU van het Europees Parlement en de Raad van 19 mei 2010 betreffende de energieprestatie van gebouwen en van Richtlijn (EU) 2018/844 van het Europees Parlement en de Raad van 30 mei 2018 tot wijziging van Richtlijn 2010/31/EU van het Europees Parlement en de Raad van 19 mei 2010 betreffende de energieprestatie van gebouwen en Richtlijn 2012/27/EU betreffende energie-efficiëntie.

Richtlijn (EU) 2018/2001 van het Europees Parlement en de Raad van 11 december 2018 ter bevordering van het gebruik van energie uit hernieuwbare bronnen wordt ook gedeeltelijk omgezet bij dit decreet.

Art. 2. In artikel 2 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 5 februari 2015 en 20 juli 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) punt 15° wordt vervangen als volgt:

"15° systeem : technische uitrusting voor ruimteverwarming, ruimtekoeling, ventilatie, warm water voor huishoudelijke doeleinden, ingebouwde verlichting, gebouwautomatisering en -controle, elektriciteitsopwekking ter plaatse, of een combinatie daarvan, met inbegrip van systemen die gebruikmaken van energie uit hernieuwbare bronnen, van een gebouw of gebouwunit;"

b) er wordt een 15°/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"15°/1 systeem voor automatisering en controle : een systeem dat alle producten, software en technische diensten omvat die het energie-efficiënt, zuinig en veilig functioneren van systemen bedoeld in punt 15° kunnen ondersteunen door middel van automatische controles en het vergemakkelijken van het handmatig beheer van die systemen;"

c) de 20°/1 en 20°/2 worden ingevoegd, luidend als volgt:

"20°/1 verwarmingssysteem : een combinatie van de bestanddelen die nodig zijn voor een vorm van inpandige luchtbehandeling, waardoor de temperatuur wordt verhoogd;

20°/2 warmtegenerator: het onderdeel van een verwarmingssysteem dat nuttige warmte genereert via één of meerdere van de volgende processen:

a) de verbranding van brandstof

b) het joule-effect, dat plaatsvindt in de verwarmingselementen van een verwarmingssysteem met elektrische weerstand;)))

c) het opvangen van warmte uit de lucht, ventilatieafvoerlucht, of een water- of aardwarmtebron) met behulp van een warmtepomp;"

d) het artikel wordt aangevuld met een punt 24°, luidend als volgt:

"24° oplaadpunt : oplaadpunt zoals omschreven in artikel 2, 27°ter, van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt;"

e) het artikel wordt aangevuld met een punt 25°, luidend als volgt:

"25° infrastructuur voor leidingen : de leidingen voor de doorgang van elektrische kabels die de installatie van oplaadpunten voor elektrische voertuigen mogelijk maken;"

f) het artikel wordt aangevuld met een punt 26°, luidend als volgt:

"26° geïsoleerd microsysteem : een geïsoleerd microsysteem zoals gedefinieerd in artikel 2, punt 27, van Richtlijn 2009/72/EG van het Europees Parlement en de Raad van 13 juli 2009 betreffende gemeenschappelijke regels voor de interne markt voor elektriciteit en tot intrekking van Richtlijn 2003/54/EG;"

g) het artikel wordt aangevuld met een punt 27°, luidend als volgt:

"27° efficiënte stadsverwarming en -koeling : een systeem voor stadsverwarming of -koeling dat ten minste 50 % hernieuwbare energie, 50 % afvalwarmte, 75 % warmte uit warmtekrachtkoppeling of 50 % uit een combinatie van dergelijke energie en warmte gebruikt."

Art. 3. In hetzelfde decreet wordt een titel 2/1 ingevoegd, luidend "Langetermijnrenovatiestrategie".

Art. 4. In de titel 2/1, ingevoegd bij artikel 3, wordt een artikel 8/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 8/1. § 1. De Regering stelt een langetermijnrenovatiestrategie vast om de renovatie te ondersteunen met het oog op het creëren van een in hoge mate energie-efficiënt en koolstofvrij gebouwenbestand tegen 2050, waardoor de kostenefficiënte transformatie van bestaande gebouwen in bijna-energie neutrale gebouwen wordt vergemakkelijkt.

De langetermijnrenovatiestrategie omvat ten minste :

1° een overzicht van het nationale gebouwenbestand op basis, waar passend, van statistische steekproeven en het verwachte aandeel van gerenoveerde gebouwen in 2020;

2° de identificatie van kosteneffectieve wijzen van aanpak van renovatie naargelang het type gebouw en het klimaat, waarbij in voorkomend geval rekening wordt gehouden met relevante interventiemomenten in de levenscyclus van het gebouw;

3° beleid en acties om kosteneffectieve grondige renovatie van gebouwen, onder meer in gefaseerde vorm, te stimuleren en gerichte kosteneffectieve maatregelen en renovatie te ondersteunen;

4° een overzicht van beleidsmaatregelen en acties die zijn gericht op de slechtst presterende onderdelen van het nationale gebouwenbestand, dilemma's in verband met gescheiden prikkels, en marktfalen, alsmede een overzicht van relevante nationale acties die energiearmoede helpen verminderen;

5° beleidsmaatregelen en acties gericht op alle openbare gebouwen;

6° een overzicht van nationale initiatieven ter bevordering van slimme technologieën en goed verbonden gebouwen en gemeenschappen, evenals vaardigheden en onderwijs in de bouw- en energie-efficiëntiesectoren;

7° een empirisch onderbouwde raming van de verwachte energiebesparing en de voordelen in ruimere zin, bijvoorbeeld op het gebied van gezondheid, veiligheid en luchtkwaliteit.

De regering voegt de details van de uitvoering van de meest recente langetermijnrenovatiestrategie, met inbegrip van het beleid en de geplande acties, toe aan de langetermijnrenovatiestrategie.

Voorafgaand aan de goedkeuring en tijdens de uitvoering legt de regering de renovatiestrategie voor aan een openbare raadpleging die direct of indirect gericht is op alle belanghebbenden, waaronder lokale overheden, maatschappelijke organisaties, bouw- en constructiebedrijven, de financiële en investeringssector en andere relevante belanghebbenden, waaronder het grote publiek.

De Regering stelt de modaliteiten voor de organisatie van de in lid 4 bedoelde raadpleging vast.

§ 2. De langetermijnrenovatiestrategie omvat een stappenplan met maatregelen en meetbare voortgangsindicatoren en indicatieve mijlpalen voor 2030, 2040 en 2050 waarin wordt gespecificeerd hoe deze mijlpalen bijdragen tot de verwezenlijking van de in paragraaf 1, eerste lid, genoemde doelstellingen.

§ 3. Ter ondersteuning van de mobilisering van investeringen in de renovatie die nodig is om de in paragraaf 1 bedoelde doelstellingen te verwezenlijken, bevordert de Regering de toegang tot passende mechanismen om:

1° projecten samen te voegen, met het oog op toegang voor investeerders en pakketoplossingen voor potentiële klanten;

2° het vermeende risico voor investeerders en de particuliere sector in verband met energie-efficiëntiewerkzaamheden te verkleinen;

3° publieke middelen als hefboom te gebruiken voor aanvullende particuliere investeringen of om specifieke tekortkomingen van de markt aan te pakken;

4° investeringen in een energie-efficiënt openbaar gebouwenbestand te leiden;

5° toegankelijke en transparante adviesinstrumenten te bieden in verband met op energie-efficiëntie gerichte renovaties en financieringsinstrumenten."

Art. 5. In hetzelfde decreet wordt het opschrift van titel 3 vervangen als volgt: "Eisen betreffende de energieprestatie van gebouwen en elektromobiliteit".

Art. 6. In hetzelfde decreet, in titel 3, wordt het opschrift van hoofdstuk I vervangen als volgt: "Eisen betreffende de energieprestatie".

Art. 7. In artikel 9 van hetzelfde decreet, wordt punt 5° aangevuld met de woorden ", met inbegrip van de warmtegeneratoren".

Art. 8. Artikel 11 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een paragraaf 4, luidend als volgt :

"§ 4. De Regering specificeert minimumniveaus van energie uit hernieuwbare bronnen als onderdeel van de EPB-eisen voor nieuwbouw of ingrijpende renovaties.

De Regering bepaalt de vrijstellingen om van lid 1 af te wijken.

Voor de toepassing van lid 1 kan de Regering met name rekening houden met :

1° het zelfverbruik van hernieuwbare energieën;

2° de lokale opslag van energie

3° de energie-efficiëntie van gebouwen;

4° de efficiënte stadsverwarming en -koeling."

Art. 9. In artikel 12, § 1, van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° een lid, luidend als volgt, wordt ingevoegd tussen de leden 3 en 4:

"In het geval van grote bouw- of renovatieprojecten moeten de EPB-eisen minimumniveaus van energie uit hernieuwbare bronnen bevatten, voor zover deze eisen technisch, functioneel en economisch haalbaar zijn en voor zover dit geen nadelige gevolgen heeft voor de luchtkwaliteit binnenshuis."

2° het artikel wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

"Tijdens een procedure als bedoeld in lid 5 worden de energieprestaties van het gewijzigde deel of, indien van toepassing, van het gehele systeem geëvalueerd. De resultaten van deze evaluatie worden gedocumenteerd met het oog op de controle van de eisen en de afgifte van het EPB-certificaat."

Art. 10. In titel 3 van hetzelfde decreet wordt een hoofdstuk II/1 ingevoegd, luidend "Eisen inzake elektromobiliteit".

Art. 11. In hoofdstuk II/1, ingevoegd bij artikel 10, wordt een artikel 13/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 13/1. § 1. Niet voor bewoning bestemde gebouwen die worden gebouwd en niet voor bewoning bestemde gebouwen die een ingrijpende renovatie ondergaan, met meer dan tien parkeerplaatsen, worden uitgerust met minstens één oplaadpunt evenals infrastructuur voor leidingen voor minstens één op de vijf parkeerplaatsen, om de installatie van oplaadpunten voor elektrische voertuigen in een later stadium mogelijk te maken, waar:

1° het parkeerterrein zich binnen het gebouw bevindt en, in het geval van ingrijpende renovaties, renovatiemaatregelen ook betrekking hebben op het parkeerterrein of de elektrische infrastructuur van het gebouw, of

2° het parkeerterrein zich naast het gebouw bevindt, en, in het geval van ingrijpende renovaties, renovatiemaatregelen ook betrekking hebben op het parkeerterrein of de elektrische infrastructuur van het parkeerterrein. Om te beschouwen dat een parkeerplaats naast het gebouw is gelegen, moet aan de volgende drie criteria worden voldaan:

- a) er is een fysieke of technische verbinding tussen de parkeerplaats en het gebouw;
- b) de parkeerplaats wordt uitsluitend of hoofdzakelijk door de bewoners van het gebouw gebruikt;
- c) de parkeerplaats en het gebouw zijn eigendom van dezelfde houder van een zakelijk recht.

§ 2. De regering stelt de minimumeisen voor de installatie van oplaadpunten vast die vanaf 1 januari 2025 van toepassing zijn op niet voor bewoning bestemde gebouwen met meer dan twintig parkeerplaatsen.

§ 3. De Regering kan de in de § § 1 en 2 bedoelde eisen specificeren."

Art. 12. In hetzelfde hoofdstuk II/1, wordt een artikel 13/2 ingevoerd, luidend als volgt :

"Art. 13/2. Voor bewoning bestemde gebouwen die worden gebouwd en voor bewoning bestemde gebouwen die een ingrijpende renovatie ondergaan, met meer dan tien parkeerplaatsen, worden uitgerust met een infrastructuur voor leidingen om de installatie van oplaadpunten voor elektrische voertuigen op elke parkeerplaats in een later stadium mogelijk te maken, waar:

1° het parkeerterrein zich binnen het gebouw bevindt en, in het geval van ingrijpende renovaties, renovatiemaatregelen ook betrekking hebben op het parkeerterrein of de elektrische infrastructuur van het gebouw, of

2° het parkeerterrein zich naast het gebouw bevindt, en, in het geval van ingrijpende renovaties, renovatiemaatregelen ook betrekking hebben op het parkeerterrein of de elektrische infrastructuur van het parkeerterrein. Om te beschouwen dat een parkeerplaats naast het gebouw is gelegen, moet aan de volgende drie criteria worden voldaan:

- a) er is een fysieke of technische verbinding tussen de parkeerplaats en het gebouw;
- b) de parkeerplaats wordt uitsluitend of hoofdzakelijk door de bewoners van het gebouw gebruikt;
- c) de parkeerplaats en het gebouw zijn eigendom van dezelfde houder van een zakelijk recht.

De eisen bedoeld in het eerste lid kunnen nader bepaald worden door de Regering.

Art. 13. In hetzelfde hoofdstuk II/1, wordt een artikel 13/3 ingevoerd, luidend als volgt : "Art. 13/3.

§ 1. In gebouwen die bestaan uit delen die bestemd zijn voor individuele huisvesting en delen die bestemd zijn voor niet bewoning bestemde of collectieve huisvesting, zijn de vereisten van artikel 13/1 van toepassing wanneer de som van de oppervlakten van de delen die bestemd zijn voor niet bewoning bestemde of collectieve huisvesting groter is dan of gelijk is aan de som van de oppervlakten van de delen die bestemd zijn voor individuele huisvesting.

In de in het eerste lid bedoelde gebouwen zijn de eisen van artikel 13/2 van toepassing wanneer de som van de oppervlakten van de delen die bestemd zijn voor individuele huisvesting groter is dan de som van de oppervlakten van de delen die niet bestemd zijn voor bewoning of voor collectieve huisvesting.

De Regering bepaalt de modaliteiten voor de toepassing van de leden 1 en 2.

§ 2. De Regering kan de uitzonderingen op de in de artikelen 13/1 en 13/2 en in § 1 bedoelde eisen bepalen uit de volgende uitzonderingen:

1° wanneer de vereiste infrastructuur voor leidingen afhankelijk is van geïsoleerde microsystemen;

2° wanneer de gebouwen eigendom zijn van en gebruikt worden door kleine en middelgrote ondernemingen, zoals gedefinieerd in titel I van de bijlage bij Aanbeveling 2003/361/EC van de Commissie van 6 mei 2003 betreffende de definitie van kleine, middelgrote en micro-ondernemingen;

3° wanneer de kosten van de oplaadinstallaties en leidingen meer bedragen dan 7 % van de totale kosten van de ingrijpende renovatie van het gebouw.

De uitzondering bedoeld in het eerste lid, 3°, kan niet worden toegepast op de overeenkomstig artikel 13/1, § 2 gestelde eisen.

De Regering bepaalt de modaliteiten voor de toepassing van de leden 1 en 2."

Art. 14. In hetzelfde decreet, in titel 3, wordt het opschrift van hoofdstuk III vervangen als volgt: "Procedurale documenten betreffende de EPB-eisen en de elektromobiliteitseisen".

Art. 15. In artikel 14 van hetzelfde decreet worden in het eerste lid, de woorden "en de elektromobiliteitseisen" ingevoegd tussen de woorden "betreffende de EPB-eisen" en "bevat".

Art. 16. In artikel 16, § 1, eerste lid, van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in punt 1° worden de woorden "en de elektromobiliteitseisen" ingevoegd tussen de woorden "de EPB-eisen" en "en van de toepasselijke sancties";

b) in punt 2° worden de woorden "en de elektromobiliteitseisen" ingevoegd tussen de woorden "aan de EPB-eisen" en "zal kunnen voldoen".

Art. 17. In artikel 17, § 1, eerste lid, van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in punt 1° worden de woorden "en de elektromobiliteitseisen" ingevoegd tussen de woorden "aan de EPB-eisen" en "te voldoen";

b) in punt 2° worden de woorden "en de elektromobiliteitseisen" ingevoegd tussen de woorden "aan de EPB-eisen" en "te voldoen".

Art. 18. In artikel 18, § 1, eerste lid, van hetzelfde decreet worden in punt 1^o, de woorden "en de elektromobiliteitseisen" ingevoegd tussen de woorden "aan de EPB-eisen" en "te voldoen".

Art. 19. In artikel 14 van hetzelfde decreet worden in het eerste lid, de woorden "en de elektromobiliteitseisen" ingevoegd tussen de woorden "aan de EPB-eisen" en "moet voldoen".

Art. 20. In artikel 20, § 2, eerste lid, van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in punt 1^o worden de woorden "en de elektromobiliteitseisen" ingevoegd tussen de woorden "aan de EPB-eisen" en "te voldoen";

b) in punt 2^o worden de woorden "en de elektromobiliteitseisen" ingevoegd tussen de woorden "aan de EPB-eisen" en "te voldoen";

c) in punt 3^o, worden de woorden "en de elektromobiliteitseisen" ingevoegd tussen de woorden "aan de EPB-eisen" en "te voldoen";

d) in punt 3^o, worden de woorden "en de elektromobiliteitseisen" ingevoegd tussen de woorden "aan de EPB-eisen" en "afgeweken";

e) in punt 4^o, worden de woorden "en de elektromobiliteitseisen" ingevoegd tussen de woorden "de EPB-eisen" en "in en richt ze overeenkomstig de voorgeschreven modaliteiten aan de Regering".

Art. 21. In artikel 22 van hetzelfde decreet, worden de woorden "en de elektromobiliteitseisen" ingevoegd tussen de woorden "de EPB-eisen" en "voldoet".

Art. 22. In titel 3 van hetzelfde decreet, wordt het opschrift van hoofdstuk V vervangen als volgt: EPB en elektromobiliteitsprocedures".

Art. 23. In artikel 29 van hetzelfde decreet, worden de woorden "en de elektromobiliteitseisen" ingevoegd tussen de woorden "de EPB-eisen" en "in acht genomen zouden worden".

Art. 24. In hetzelfde decreet wordt een titel 4/1 ingevoegd, met als opschrift "gebouwspaspoort".

Art. 25. In Afdeling 4/1, ingevoegd bij artikel 24, wordt een artikel 39/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 39/1. § 1. Voor elk gebouw wordt een globaal dossier met de titel "gebouwspaspoort" opgesteld.

Het gebouwspaspoort heeft de volgende doeleinden:

1^o informatie over de staat van het gebouw centraliseren;

2^o de houder van het zakelijk recht in kennis te stellen van de werken en interventies die moeten worden uitgevoerd om de energie-efficiëntie van het gebouw te verbeteren of het onderhoud ervan te verzekeren;

3^o de voortgang van het gebouw visualiseren in relatie tot de doelstellingen binnen de renovatiestrategie;

4^o het documenteren en bewaren van gegevens met betrekking tot certificeringen, attesten, vergunningen, werken, interventies en inspecties die in het gebouw zijn of worden uitgevoerd;

5^o de dematerialisatie van de uitwisselingen tussen de overheid, de ondernemingen en de houder van zakelijke rechten mogelijk maken.

De overheid zet een systeem op om een adequate en veilige communicatie tussen de belanghebbenden te waarborgen.

§ 2 Het gebouwspaspoort bevat ten minste de gegevens aan de hand waarvan het gebouw kan worden geïdentificeerd, de houder(s) van de zakelijke rechten en de beroepsbeoefenaren die betrokken zijn bij de werken en certificeringen waaraan het is onderworpen, alsmede informatie met betrekking tot onroerendgoedtransacties en de werken die zijn of worden uitgevoerd met het oog op het bereiken van de doelstellingen van de renovatiestrategie.

De Regering bepaalt de gegevens met betrekking tot de certificaten, vergunningen, werken, interventies en inspecties met betrekking tot het gebouw die in het gebouwspaspoort zijn opgenomen, evenals de instrumenten die erin kunnen worden geïntegreerd om de informatie, het onderhoud en de controle gedurende de hele levenscyclus van het gebouw te waarborgen.

De Regering bepaalt de vorm van het gebouwspaspoort.

De inhoud en de vorm van het gebouwspaspoort kunnen worden gedifferentieerd op basis van de kenmerken van het gebouw, de leeftijd of de bestemming.

§ 3. Het gebouwspaspoort is toegankelijk voor elke houder van een zakelijk recht op het gebouw.

De regering bepaalt de modaliteiten voor de toegang tot het gebouwspaspoort bij de verkoop van het gebouw of bij elke andere akte tot aanwijzing, overdracht of oprichting van een zakelijk recht.

De Regering specificeert de andere personen die toegang hebben tot het gebouwspaspoort, de toegankelijke gegevens en de toegangsmodaliteiten.

§ 4. De persoon die verantwoordelijk is voor de verwerking van het gebouwspaspoort is de overheid(en) die door de regering is (zijn) aangewezen om het gebouwspaspoort te beheren.

De Regering bepaalt de procedures voor het opstellen, opslaan, uitwisselen en wijzigen van de gegevens van het gebouwspaspoort, alsmede de regels voor de opslag ervan.

Het bepaalt de bewaartermijn van de gegevens in het gebouwspaspoort, rekening houdend met de levensduur van het gebouw of de aard van de gegevens.

Het bepaalt de technische en organisatorische maatregelen die worden genomen om de veiligheid van de gegevens in het gebouwspaspoort te garanderen.

§ 5. De Regering kan bepalen welke gegevens in het gebouwspaspoort in geanonimiseerde vorm aan derden ter beschikking mogen worden gesteld.

In het in lid 1 bedoelde geval stelt zij de voorwaarden vast waaronder deze gegevens mogen worden gebruikt".

Art. 26. In artikel 59 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o in punt 2^o worden de woorden "en de elektromobiliteitseisen" ingevoegd tussen de woorden "aan de EPB-eisen" en "EPB-procedures";

2° een punt 4° wordt toegevoegd, luidend als volgt:

"4° het feit dat de verplichtingen bepaald krachtens artikel 39/1 niet in acht genomen worden."

Art. 27. Artikel 35 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt: "De Regering stelt de financiële steunmaatregelen afhankelijk van de nagestreefde of bereikte energiebesparing, zoals bepaald door een of meer van de volgende criteria :

a) de energieprestatie van de apparatuur die of het materiaal dat voor de renovatie wordt gebruikt; in welk geval de apparatuur of het materiaal dat voor de renovatie is gebruikt, dient te worden geïnstalleerd door een installateur met het desbetreffende niveau van certificering of kwalificatie;

b) standaardwaarden voor de berekening van energiebesparingen in gebouwen;

c) de verwezenlijkte verbetering ten gevolge van de renovatie, door de vóór en na de renovatie afgegeven energieprestatiecertificaten met elkaar te vergelijken;

d) de resultaten van een energieaudit;

e) de resultaten van een andere relevante, transparante en proportionele methode die de verbetering in energieprestatie aantoonst."

Art. 28. Artikel 67 van hetzelfde decreet, opgeheven bij het decreet van 20 juli 2016, wordt hersteld als volgt: "Art. 67. De artikelen 13/1 tot en met 13/3, met uitzondering van artikel 13/1, § 2, zijn slechts van toepassing op het project die het voorwerp uitmaakt van een stedenbouwkundige vergunning, een globale vergunning of een geïntegreerde vergunning waarvan de ontvangstbevestiging dateert van na 10 maart 2021."

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Namen, 17 december 2020.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie,
Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Vice-Minister-President et Minister van Klimaat, Energie en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid,
Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuren,
J.-L. CRUCKE

De Minister van Huisvesting, de Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

(1) Zitting 2020-2021.

Stukken van het Waals Parlement, 333 (2020-2021) Nrs. 1 tot 5.

Volledig verslag, plenaire zitting van 16 december 2020.

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C - 2021/40317]

**28 JANVIER 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon
modifiant l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, article 23, § 1^{er}, 2°, remplacé par la loi du 9 juillet 1976 ;

Vu l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire ;

Vu le rapport du 9 novembre 2020 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis 68.370/4 du Conseil d'Etat, donné le 18 décembre 2020 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que le respect de l'article 2 de la directive 2020/612 de la Commission du 4 mai 2020 modifiant la directive 2006/126/CE du Parlement européen et du Conseil relative au permis de conduire, requiert de fixer l'entrée en vigueur du présent arrêté au 1^{er} novembre 2020 ;